

Exploiter le potentiel pour trouver des solutions

Image not found or type unknown

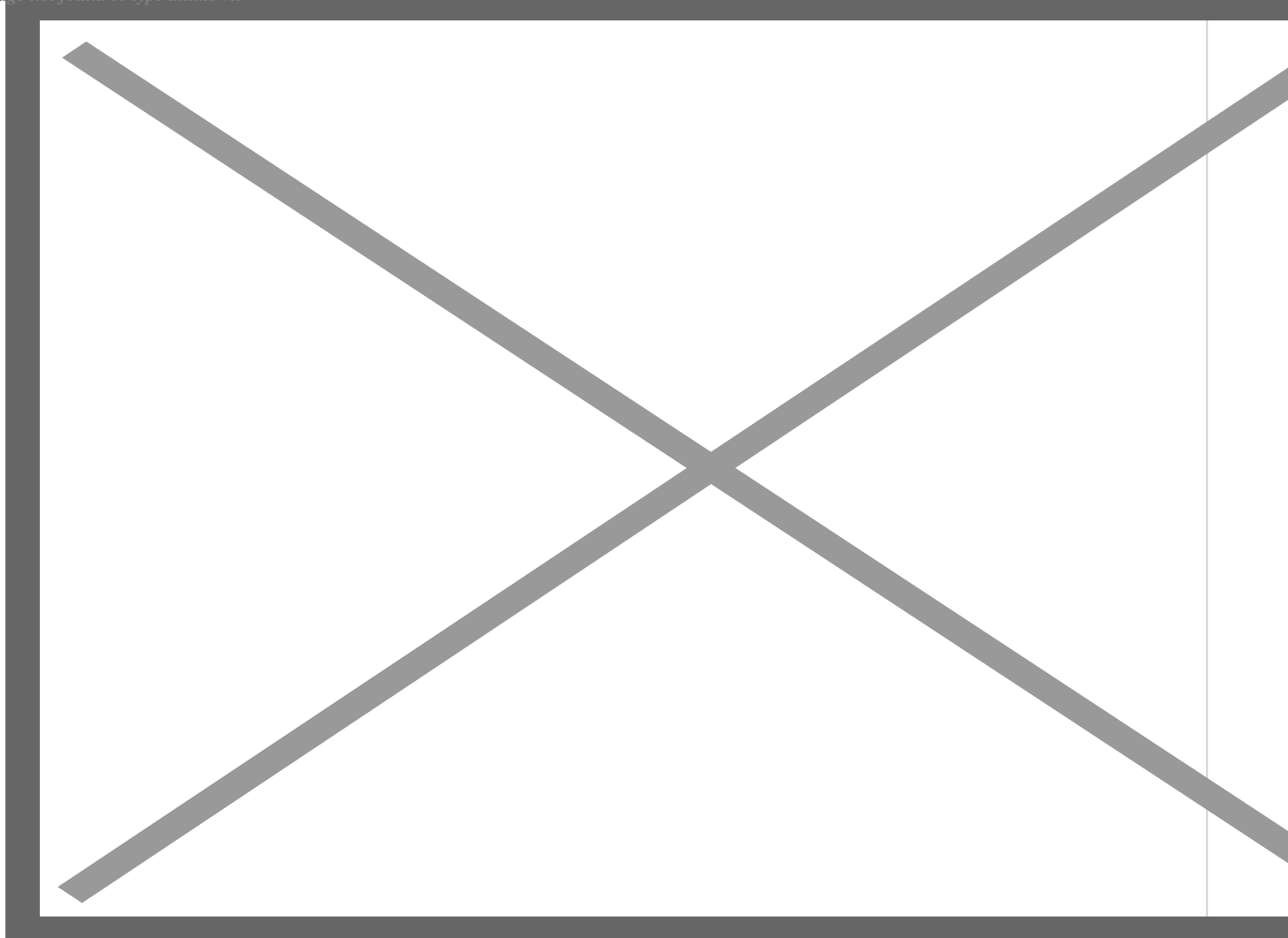


Photo : Estudios Revolución

La Havane, 29 avr (RHC) Continuer à faire des choses qui, au milieu des difficultés économiques que traverse le pays, permettent d'améliorer la qualité de vie à Cuba, n'est pas une chimère. La preuve se trouve dans les endroits où l'on exploite le potentiel et où l'on cherche constamment des solutions pour surmonter les obstacles.

C'est sur ces idées, essentielles dans le contexte actuel de la nation, qu'a réfléchi le membre du Bureau politique et Premier ministre, Manuel Marrero Cruz, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, qui était présidée par le Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste et président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez.

Des alternatives apparaissent toujours, a estimé M. Marrero Cruz : « Il est vrai qu'il n'est pas possible d'atteindre les meilleurs niveaux de production ou de performance, mais il est possible de progresser si l'on exploite au maximum l'intelligence collective ».

C'est précisément à partir de cette intelligence collective que l'état d'avancement des mesures approuvées dans les projections du gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie au cours de l'année 2024 fait l'objet d'un suivi constant tous les mois lors de la réunion de l'organe directeur suprême de Cuba.

À cet égard, la première vice-ministre de l'Économie et de la Planification, Mildrey Granadillo de la Torre, a déclaré que, conformément au calendrier approuvé, du 23 mars au 19 avril, on a travaillé principalement sur les projections ayant un impact sur la réduction du déficit fiscal, le mécanisme d'allocation et de gestion des devises, les relations entre les différents acteurs de l'économie, la production alimentaire, la politique des prix et le renforcement de l'entreprise d'État socialiste.

À cet égard, dans le cadre de la décision de poursuivre l'élimination des subventions aux produits et de les remplacer par des subventions aux particuliers, de nouveaux prix pour les cigares et le tabac ont été mis en œuvre au cours de la période.

En outre, parmi les autres actions menées, des propositions de normes juridiques actualisées pour les acteurs économiques non étatiques ont été diffusées à tous les organes de l'administration centrale de l'État ; le processus de conciliation sur les critères du projet de loi sur les entreprises a été conclu ; et la mise en œuvre des projections pour les programmes sociaux a fait l'objet d'un suivi constant.

À cet égard, le Premier ministre a indiqué que, sur la base des résultats des tournées dans les territoires, des doutes exprimés par divers secteurs de la société, du temps écoulé et d'autres éléments, il a été décidé de procéder à un examen complet des projections et du plan d'action approuvé.

À la suite de cette révision, les huit objectifs généraux initialement prévus ont été confirmés, tandis que les projections ont été modifiées et portées à 92. L'actualisation du calendrier, a-t-il ajouté, est motivée par « la nécessité d'accélérer un groupe d'actions et de projections qui auraient un effet plus positif et qui nous permettraient d'atténuer quelque peu la situation complexe que traverse le pays ».

Ces actions sont fondamentalement liées au programme de stabilisation macroéconomique, aux questions bancaires et de prix, ainsi qu'au marché des changes et à la génération de revenus en devises, entre autres, et « nous devons les accélérer, car ce sont celles qui ont un impact plus favorable sur la population ».

Image not found or type unknown

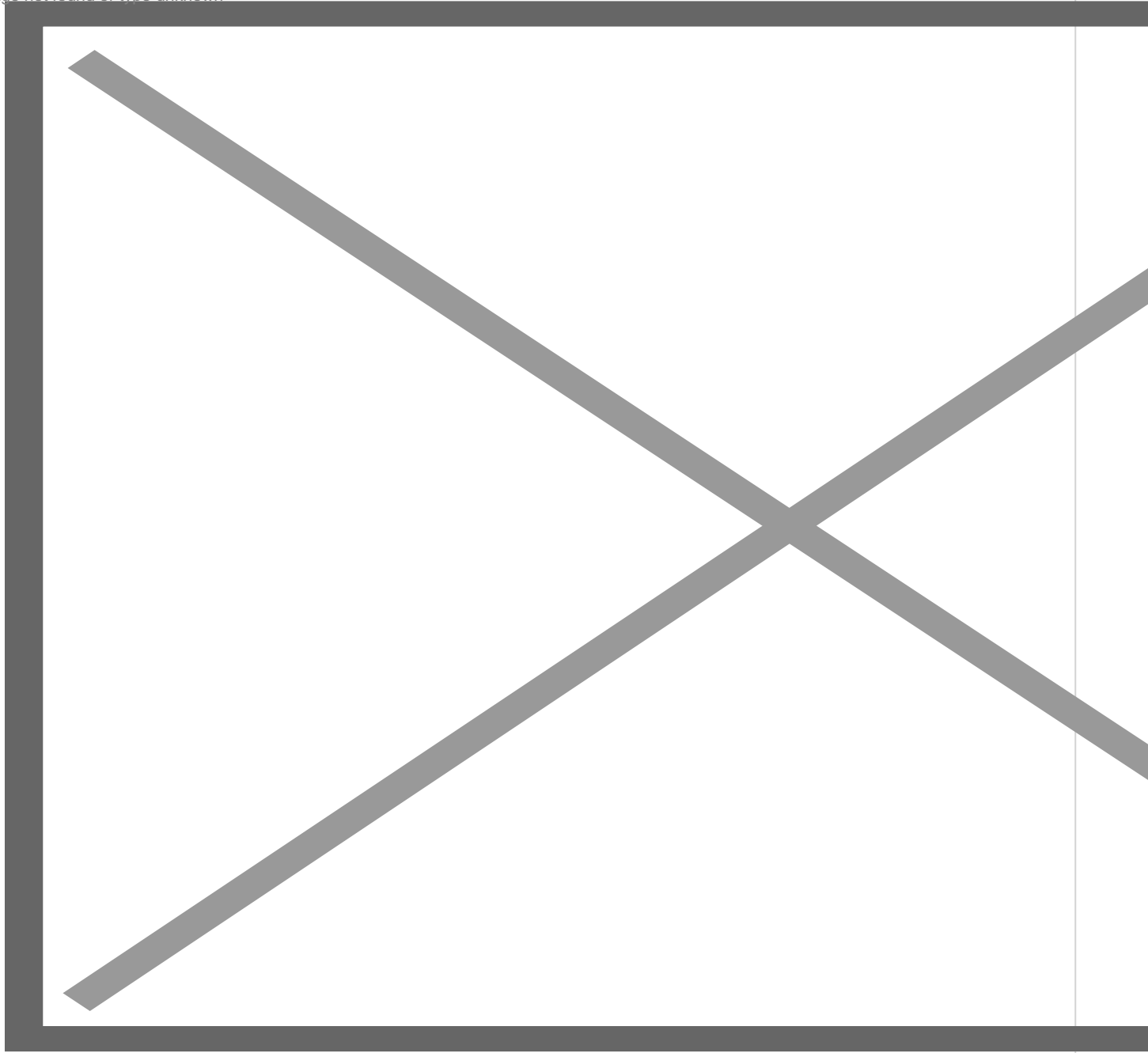


Photo : Estudios Revolución

LE DÉFI D'AVANCER DANS L'EXÉCUTION DU PLAN POUR L'ÉCONOMIE ET LE BUDGET DE L'ÉTAT

Coïncidant avec la fin du premier trimestre de cette année, Joaquín Alonso Vázquez, ministre de l'Économie et de la Planification, a présenté le rapport sur l'évolution des principaux indicateurs économiques à la fin du mois de mars.

À cet égard, il a déclaré qu'en général, les perspectives sont défavorables, ce qui s'explique par le fait que, entre autres éléments, les recettes d'exportation diminuent, que les importations diminuent également et que différentes activités économiques clés, telles que la principale production agricole, le sucre et d'autres dérivés, ainsi que la production d'électricité, n'obtiennent pas de bons résultats.

Alonso Vázquez a également confirmé que plus de 300 entreprises enregistrent des pertes dans des secteurs stratégiques, tandis que la dépréciation du peso cubain persiste en raison du taux de change informel et, par conséquent, de l'augmentation des prix.

Face à cette réalité, il a attiré l'attention sur la nécessité d'agir dans toutes les organisations et entités, les systèmes d'entreprise, ainsi que les structures territoriales, afin d'inverser ces indicateurs le plus rapidement possible.

Comme élément positif de la période, il a souligné la performance des exportations des principaux services : médicaux, touristiques et de télécommunications. En ce qui concerne le tourisme, il a souligné que jusqu'au mois de mars, 808 678 visiteurs étaient arrivés dans le pays : ce chiffre, bien qu'inférieur aux prévisions pour cette date de l'année, représente une croissance de 6,5 % par rapport au mois de mars 2023.

Malgré la situation économique difficile de Cuba, le ministre de l'Économie et de la Planification a déclaré que le pays protège plus de 330 000 personnes en situation de vulnérabilité et continue de fournir des soins à plus de 62 800 mères de trois enfants ou plus, en donnant la priorité à celles qui vivent dans des communautés en cours de transformation.

Les politiques sociales sont précisément l'une des priorités de travail du gouvernement cubain, qui est étroitement liée à un autre point de l'ordre du jour : l'approbation du rapport sur l'exécution du budget de l'État et le comportement du déficit fiscal à la fin du mois de février.

En présentant le sujet, le ministre des Finances et des Prix, Vladimir Regueiro Ale, a expliqué qu'après l'analyse effectuée jusqu'à présent cette année, l'efficacité de la mise en œuvre des projections du gouvernement a été ratifiée, parmi d'autres éléments, malgré les ajustements qui doivent être faits.

Parmi les mesures fiscales mises en œuvre dans le cadre de ces projections, il a souligné l'élimination des exonérations fiscales pour les acteurs économiques non étatiques, l'extension de l'application de l'impôt sur les ventes à toutes les opérations réalisées par les MPME et l'augmentation de l'efficacité des actions d'audit contenues dans le Plan de contrôle fiscal intégral réalisé par l'Office national de l'administration fiscale (ONAT).

Selon lui, à la fin du mois de février, le déficit budgétaire s'élevait à 22 822 millions de pesos, et bien que ce chiffre soit inférieur aux prévisions, environ 20 % de cette diminution est due à la non-exécution d'un groupe de postes budgétaires qui ont un grand impact, en particulier dans les politiques sociales.

À ce sujet, le Premier ministre a souligné que, bien qu'il soit important de parvenir à une réduction du déficit, la voie à suivre ne peut pas être la non-exécution de ces postes.

En outre, il a réitéré l'importance d'un suivi rigoureux des paiements effectués par les unités budgétisées à la gestion non étatique, qui se sont parfois révélés excessifs.

Pour toutes ces actions, il est essentiel d'augmenter la demande, en mettant l'accent sur le fait que ce qui est perçu de la contribution territoriale n'est pas toujours destiné au développement local, qui est son objectif principal.

Il a également souligné la relation entre tout cela et le Programme de transformation des quartiers en situation de vulnérabilité, car dans beaucoup d'entre eux, actuellement, la population exprime ses préoccupations et son mécontentement à l'égard de diverses choses qui ne sont pas faites, dans le cadre des travaux en cours, d'où l'urgence de revoir l'utilisation du budget alloué à cet effet.

Il s'agit de questions qui doivent être évaluées en permanence afin de les améliorer, ce qui doit s'accompagner d'un respect strict du Plan d'économie et du budget de l'État", a-t-il déclaré.

Image not found or type unknown

CONTRACTUALISATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

L'ordre du jour du Conseil des ministres du mois d'avril prévoyait également l'évaluation, puis l'approbation, du rapport sur les résultats du processus de contractualisation et de commercialisation des produits agricoles à la fin du mois de mars.

En présentant le sujet d'un œil critique et autocritique, le ministre de l'Agriculture, Ydael Pérez Brito, a souligné qu'au cours de la période analysée, des contrats ont été signés avec 188 197 producteurs, soit à peine 50 % du nombre total de propriétaires terriens du pays.

Parmi les principales raisons de cette faible performance, il a mentionné le manque de suivi et de contrôle de la part de la municipalité, en tant que scénario fondamental pour la passation des contrats, et de la part des entreprises et des structures de gestion supérieures, ainsi que le non-paiement des producteurs, qui reste un problème non résolu.

Dans la base productive, la structure économique la plus importante et le centre du processus de contractualisation, a-t-il souligné, il y a eu un manque de maîtrise du potentiel de contractualisation des locataires et de communication avec les producteurs.

Pour remédier à ces lacunes et à d'autres, un ensemble d'actions a été conçu, qui devrait permettre d'augmenter le nombre de fermiers et de fournir ainsi plus d'aliments à la population.

La terre appartient à l'État, et donc à notre peuple ; elle n'est donnée en usufruit qu'aux producteurs, qui ont pour mission de produire pour notre peuple, a estimé Pérez Brito. Il a également déclaré qu'il incombe au ministère de l'agriculture, en premier lieu, de renforcer le contrôle et la vérification systématiques afin d'éliminer les insuffisances qui se produisent dans le cadre du processus de passation des marchés.

Il s'agit d'un phénomène très complexe, a apprécié le Premier ministre, qui nécessite une priorité totale car, même si 80 % des terres gérées sont sous différentes formes productives non étatiques, c'est le gouvernement qui a la responsabilité de fournir la nourriture du peuple, pour laquelle il est essentiel d'exécuter les contrats de manière efficace.

Tout cela, a-t-il ajouté, influence également les prix des produits, étant donné que la plupart de ce qui n'est pas contracté est commercialisé n'importe comment et n'importe où, presque toujours à des prix spéculatifs.

RENFORCER L'INSTITUTIONNALITÉ ET LE CONTRÔLE

Par la suite, les membres du Conseil des ministres ont approuvé l'exercice de l'initiative législative de plusieurs projets de loi qui seront soumis à l'examen des députés de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire lors des prochaines sessions du Parlement. Ces normes juridiques concernent la loi sur les migrations, la loi sur les étrangers, la loi sur la procédure administrative et la loi sur le système des titres honorifiques et des décorations de la République de Cuba.

L'analyse qui a servi de point culminant à la réunion du Conseil des ministres a été consacrée à un sujet présenté avec rigueur par la Contrôleuse générale de la République, Gladys Bejerano Portela : l'évaluation du comportement et des tendances en matière d'indiscipline, d'illégalités et de manifestations de corruption administrative au cours de l'année 2023.

Selon elle, plus de 4 000 actions de contrôle ont été menées au cours de cette période, dont 24 % ont été jugées insuffisantes ou médiocres. L'incidence la plus élevée d'actes criminels et de corruption présumés détectés était concentrée dans les institutions du ministère de l'agriculture et du gouvernement provincial du pouvoir populaire de La Havane.

L'analyse effectuée, a déclaré le contrôleur général, montre que, malgré le renforcement des institutions et la mise à jour des normes et de la législation, il n'a pas été possible d'arrêter l'occurrence de ces actes dans leur totalité, ni de parvenir à une prévention efficace.

Image not found or type unknown

Le Premier ministre a souligné qu'il fallait maximiser les mesures de contrôle interne dans toutes nos institutions afin d'éviter le détournement des ressources et de contribuer à faire face à ces tendances négatives qui causent tant de dommages à notre économie et à notre société.

Dans les considérations finales de cette session ordinaire de la plus haute instance dirigeante de Cuba, M. Marrero Cruz a insisté sur le fait que les autorités de tous les territoires doivent mettre en œuvre des actions de suivi et de promotion des politiques sociales, malgré la situation complexe que connaît notre pays.

Il a notamment insisté sur la nécessité de s'occuper avec sensibilité et en priorité d'institutions importantes telles que les foyers pour personnes âgées, mères et enfants sans soutien familial, ainsi que les maisons des grands-parents et les centres psychopédagogiques.

Dans ces lieux, a-t-il rappelé, il y a presque toujours des personnes en situation d'extrême vulnérabilité qui ont besoin d'être accompagnées. (Source : Granma)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/353401-exploiter-le-potentiel-pour-trouver-des-solutions>



Radio Habana Cuba